

O P I N I O N

Jean-Marc Levy Leblond*Professeur à l'université de Nice*

Scientisme contre écologie

Le pavé de Heidelberg

L'"appel de Heidelberg", adressé par plus de deux cents scientifiques (dont cinquante deux Prix Nobel) aux chefs d'Etat et de gouvernement réunis à Rio en juin dernier [1], a suscité de vives polémiques [2]. Une première lecture laisserait pourtant croire à de pieuses et banales déclarations d'intention : "Nous exprimons la volonté de contribuer pleinement à la préservation de notre héritage commun, la Terre"; bravo ! "Nous adhérons totalement aux objectifs d'une écologie scientifique, axée sur la prise en compte, le contrôle et la préservation des ressources naturelles"; très bien ! "Notre intention est d'affirmer la responsabilité et les devoirs de la science envers la société dans son ensemble"; chapeau ! "Nous attirons l'attention de tous sur l'absolue nécessité d'aider les pays pauvres à atteindre un niveau de développement durable et en harmonie avec celui du reste de la planète": excellent ! Rien là de très original, mais tant mieux si d'honorables scientifiques se penchent enfin sur le sort du monde.

Mais nombre de commentaires ont relevé déjà que l'essentiel de ce texte se trouve dans les multiples réserves et réticences qu'il formule lui-même, par rapport à ces énoncés généraux. Les trois premières citations rappelées ci-dessus sont, en effet, suivies respectivement des trois phrases-clés suivantes : "Toutefois, nous nous inquiétons d'assister, à l'aube du vingt et unième siècle, à l'émergence d'une idéologie irrationnelle qui s'oppose au progrès scientifique et industriel et nuit au développement économique et social" "Toutefois, nous demandons formellement par le présent appel que cette prise en compte, ce contrôle et cette préservation soient fondés sur des critères scientifiques et non sur des préjugés irrationnels." "Cependant, nous mettons en garde les autorités responsables du destin de notre planète contre toute décision qui s'appuierait sur des arguments pseudoscientifiques ou sur des données fausses ou inappropriées".

Avec le lobby des manipulations génétiques

"A l'aube du vingt et unième siècle", vraiment ? On se croirait plutôt au crépuscule

N.L.D.R. : Nous reproduisons ce texte paru dans Le Monde diplomatique, août 1992, avec l'aimable autorisation des éditions Le Monde.

du dix-neuvième. Comment peut-on, aujourd'hui, prétendre qu'émerge "une idéologie irrationnelle" ? Comme si la question de la rationalité n'était pas posée dès les débuts de la civilisation moderne ; comme s'il n'y avait pas eu, dans un passé récent, bien d'autres idéologies irrationnelles, dans le champ politique, qu'un certain écologisme extrémiste et minoritaire - et qui n'ont pas, tant s'en faut, suscité ces nobles indignations ; comme si toute idéologie n'était pas irrationnelle à commencer par le scientisme !

Comment peut-on aujourd'hui identifier le progrès scientifique et le progrès industriel, et les considérer comme la source du développement économique et social ?

Comme si bien des cultures non occidentales n'avaient pas fait la preuve de leurs capacités scientifiques avant toute industrialisation ! Comme si le problème fondamental aujourd'hui n'était pas justement d'assurer un "développement" économique et social à toute l'humanité malgré un "progrès" industriel inégalitaire !

Comment peut-on, aujourd'hui, appeler au respect des "critères scientifiques" contre des "préjugés irrationnels" ou des "arguments pseudoscientifiques" ? Comme si l'essentiel des débats du moment - ceux-là mêmes qui ont motivé la conférence de Rio - ne tenait pas, précisément, à la difficulté extrême, voire à l'impossibilité, désormais, de tracer une ligne de démarcation claire ; comme si, justement, les questions-clés - celle du taux et de l'origine des pollutions, celle de l'ampleur du trou dans la couche d'ozone, celle de l'importance des modifications climatiques d'origine humaine (effet de serre) - ne faisaient pas l'objet d'un remarquable dissensus scientifique et d'affrontements sérieux entre chercheurs aux thèses opposées ; comme si, enfin, les dirigeants politiques (que cet appel a manifestement à la fois amusés et embarrassés...) n'étaient pas acculés à reconnaître l'impossibilité de décisions scientifiquement fondées en des domaines où l'urgence et l'importance des problèmes ne permettent plus à l'expertise technique de fournir des réponses assurées, faute de temps et, sans doute aussi, de moyens - matériels, mais aussi intellectuels.

On ne saurait pourtant faire une lecture purement théorique de l'"appel de Heidelberg", et le contexte politique s'est vite chargé d'en expliciter le sens pratique.

Relevons quelques faits d'actualité pertinents - choisis parmi bien d'autres. Ainsi, le 15 juin, paraissait dans la presse française un autre appel, signé par vingt cinq biologistes (dont une bonne moitié de signataires de l'"appel de Heidelberg"), qui s'élevait contre certaines dispositions d'un projet de loi sur "le contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés".

L'Assemblée nationale, en première lecture, avait adopté un amendement soumettant à enquête publique préalable l'autorisation d'installations nouvelles de génie génétique. C'est contre cette procédure que les chercheurs s'insurgeaient, arguant qu'elle allait "freiner l'innovation et le progrès médical" - alors que cette législation restait bien en deçà de ce qui est imposé dans nombre d'autres pays européens.

Le Sénat allait entendre le message du lobby génétique et, malgré la contre-offensive de diverses associations de défense de l'environnement, remplacer l'enquête préalable par la transparence a posteriori... "à l'exclusion de toute information couverte par le secret industriel et commercial ou dont la divulgation pourrait porter préjudice aux intérêts de l'exploitant" ! L'Assemblée entérinera en seconde lecture cette cynique mascarade de contrôle public, considérant, selon son rapporteur, quelque peu désabusé, qu'il s'agit seulement d'"un premier pas vers l'instauration d'un véritable dialogue entre la communauté scientifique et la population" - un premier pas, au demeurant, dans une direction inquiétante.

Quelques nouvelles de l'étranger pourraient également éclairer les enjeux de l'"appel de Heidelberg". Par exemple celle-ci : en juin toujours, la nouvelle "Yougoslavie" (Serbie, Monténégro) s'est dotée d'un nouveau premier ministre. Qui le président "national-communiste" de Serbie, M. Slobodan Milosevic, a-t-il choisi ? M. Milan Panic, président-directeur général de la firme américaine ICN Pharmaceuticals, Costa-Mesa, Californie. Ce multimillionnaire a eu maille à partir avec l'administration américaine pour diverses publicités pharmaceutiques mensongères et des comportements commerciaux douteux.

Reste à expliquer la surprenante extension du spectre des signataires de l'"appel de Heidelberg". Il vaut la peine, d'abord, de relever, à titre d'exemples pittoresques

mais révélateurs, certaines signatures. C'est ainsi qu'on y trouve, alliés à d'intransigeants membres de l'Union rationaliste, pour dénoncer une "idéologie irrationnelle", plusieurs membres de l'Académie pontificale - qui relève du Vatican - ainsi qu'un grand dramaturge français, dont le théâtre semblait illustrer l'absurdité plutôt que la rationalité humaine... On y voit, signant un appel aux (autres) dirigeants politiques, un ancien Premier ministre et quelques ministres français... On y repère les directeurs des laboratoires des Parfums Christian Dior, dont chacun connaît la contribution à la résolution des problèmes du sous-développement (les dirigeants des grands laboratoires pharmaceutiques, qui ont encouragé et financé l'appel, se sont plus discrètement abstenus de le signer).

On y remarquera également, côte à côte, deux éminents géophysiciens français, tous deux bien connus des médias pour leurs démêlés scientifiques et juridiques, ne manquant pas une occasion d'affirmer leurs désaccords, qu'il s'agisse des risques sismiques ou du trou dans la couche d'ozone, mais d'accord ici pour réclamer des décisions scientifiquement fondées... On notera enfin, dans le rôle des carabiniers, l'appui a posteriori du Parti communiste. "Si l'appel avait été proposé aux scienti-

fiques communistes, nul doute qu'ils l'auraient signé. La lutte pour la science au profit (sic) du progrès fait partie de l'identité des communistes", écrit un membre du comité central du PCF [3].

Le cynisme d'une minorité, la naïveté de la majorité, ne suffisent pourtant pas à expliquer le surprenant unanimité des signataires de l'appel. A la vérité, comme toute union sacrée, celle-ci est fondée sur la peur. Il faut y voir l'expression - irrationnelle ! - du désarroi de la collectivité scientifique - ou plutôt de ses dirigeants,- devant la mutation accélérée de la nature et du statut de la science, désormais devenue technoscience, mercantilisée et industrialisée chaque jour davantage

Le rêve d'un savoir objectif

La plupart des chercheurs constatent alors, sans en comprendre les raisons, que devient dérisoire leur rêve d'un savoir objectif et positif, à la fois intéressant pour eux et utile à l'humanité entière. Ils se retrouvent face à des problèmes dont la complexité technique même les met en échec, et dont les enjeux sociopolitiques les dépassent [4]. leur profession, leurs institutions, leur échappent de plus en plus, soumises à la régulation du politique et aux

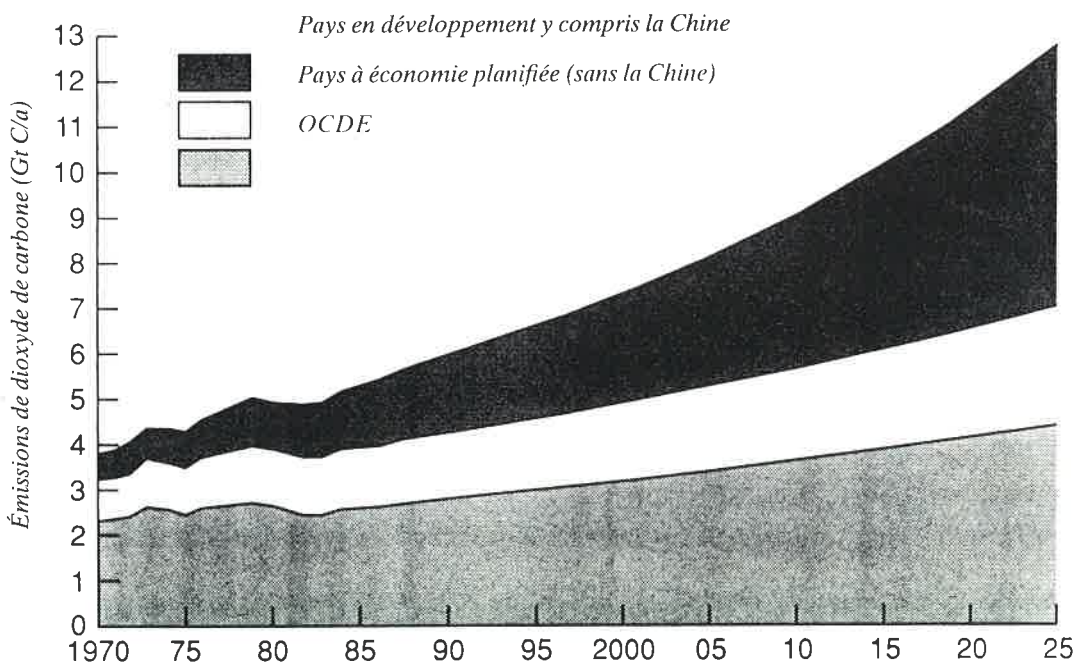
contraintes de l'économique. Plutôt que de reconnaître la source de ces transformations dans la nature même du système dont ils vivent, ils préfèrent alors se créer un adversaire fantasmagique, -cet "irrationnalisme écologique" mythifié. Ce rejet de la menace sur un ennemi extérieur imaginaire est évidemment une constante de toute communauté humaine en crise d'identité et de projet.

L'"appel de Heidelberg" aura au moins eu le mérite de mettre au jour la profondeur de cette crise. La diversité des réactions qu'il a soulevées montre aussi l'existence, de bon augure pour la suite du débat, de sérieuses lignes de fracture dans les milieux scientifiques [5].

RÉFÉRENCES

- [1] Voir *Le Monde* du 3 juin 1992.
- [2] Voir Ignacio Ramonet "La foudre et le ciel" *Le Monde Diplomatique*, juillet 1992.
- [3] Sylvie Mayer, *Le Patriote* (Nice), 19 juin 1992.
- [4] Cf. "L'homme en danger de science ?" *Manière de voir*, n° 15, mai 1992.
- [5] Voir notamment Martine Barrère. "Rio contre Heidelberg", *Le Monde* du 17 juin 1992.

Figure : Émissions de dioxyde de carbone (1970-2025)



Source : Shell/IPCC reference scenario

Avec l'autorisation de l'International Petroleum Industry Environmental Conservation Association (IPIECA) : Michael J. Grubb in *Global Climate Change. A Petroleum Industry Perspective*, 1991, p. 61.